



HAL
open science

Du conflit Etat-paysannerie au conflit ethnique ?

Hubert Cochet

► **To cite this version:**

Hubert Cochet. Du conflit Etat-paysannerie au conflit ethnique?. Burundi, la fracture identitaire. Logiques de violence et certitudes “ ethniques ”, 2002. hal-02536636

HAL Id: hal-02536636

<https://hal.science/hal-02536636>

Submitted on 13 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Du conflit État-paysannerie au conflit ethnique ?

Malgré la coloration purement ethnique que l'on veut bien donner aux événements tragiques du Burundi, il s'agit aussi, à notre avis, des symptômes les plus aigus d'un conflit État-paysannerie¹. Sans vouloir réduire le problème ethnique à un conflit social, un conflit de classe (ce serait une simplification abusive), voilà bien un aspect primordial du conflit qui a toujours été savamment contourné parce que la classe politique dans son ensemble (tous partis ou ethnies confondus), et en particulier ses franges les plus extrémistes, y trouvaient leur intérêt.

La coupure paysans/non-paysans

Les paysans burundais sont en majorité hutu mais aussi tutsi (sans parler de la minorité twa, généralement potier-agriculteurs). Tout ce monde habite dans les « collines », c'est-à-dire dispersé dans les campagnes sur l'ensemble du territoire, les bourgs et « villes secondaires » ne rassemblant qu'une infime partie de la population. Les exploitations agricoles, organisées pour la plupart autour de la famille restreinte (le ménage), sont de très petite taille, environ 0,7 à 1 hectare par famille, bien que cette moyenne cache d'importantes disparités au sein d'une même région, d'une part, entre les régions les plus densément peuplées (300 à 500 habitants par km²) et celles qui le sont moins (100 à 200 hab/km²) d'autre part. Ces exploitations, généralement situées sur de fortes pentes dans un

1. Ce texte représentait la conclusion de l'étude publiée en 1996 par Hubert Cochet sous le titre *Burundi : la paysannerie dans la tourmente*, Paris, Fondation Charles Léopold Mayer, p. 67-82. Il apporte, en partant des mêmes constats, un éclairage complémentaire aux analyses du chapitre précédent.

relief tourmenté, sont cultivées manuellement à l'aide d'un outillage simple et peu diversifié : une ou deux houes par famille, une machette, quelques paniers, rien de plus. Le revenu total de ces familles paysannes (y compris ce qui ne donne lieu à aucun échange marchand, c'est-à-dire la production autoconsommée) dépasse rarement l'équivalent de 1 000 à 1 500 francs français par an.

Les Burundais non paysans habitent en général à Bujumbura ou dans les petits centres administratifs qui font office de chef-lieu de province. Ils sont surtout tutsi mais aussi hutu, peut-être en proportion équivalente bien qu'aucune statistique (heureusement !) ne permette de clarifier ce point². C'est cette petite minorité socioprofessionnelle – les non-paysans – qui a le plus bénéficié des activités de l'État (fonctionnaires), des activités commerciales, des professions libérales et des postes dans l'armée. Au sein de cette minorité, ce sont les Tutsi qui ont monopolisé une bonne partie des places, en particulier dans l'armée bien sûr mais aussi dans l'administration et les activités économiques liées à la « filière café ».

Cette minorité non paysanne et essentiellement urbaine vit très loin des collines, et demeure très coupée des campagnes, quoi qu'elle en dise parfois. Même si les parents sont restés à la colline – on va les voir de temps en temps –, cette minorité urbaine vit comme sur une autre planète, isolée du reste du pays comme dans une bulle de savon (ou une tour d'ivoire). Elle vit à l'extérieur du pays. Car au Burundi, quitter Bujumbura, c'est aller « à l'intérieur » du pays. La campagne, c'est l'intérieur comme si la ville c'était l'extérieur!

C'est à l'époque coloniale que les premiers fils de paysans (de paysans plutôt aisés comme nous l'avons vu, de chefs coutumiers en particulier, essentiellement tutsi ou descendants de la famille royale) ont quitté l'agriculture en commençant à apprendre le français, le catéchisme, puis en portant des chaussures. Aujourd'hui, ce fossé qui sépare paysans et non-paysans pourrait encore être matérialisé, de façon quelque peu caricaturale, par celui qui sépare ceux qui parlent le français des autres, ceux qui portent des chaussures des « va-nu-pieds »...

Tels sont les signes extérieurs de richesse qui permettent de reconnaître, sans grand risque de se tromper, un urbain d'un rural, un paysan d'un fonctionnaire. Car il n'y a guère d'activités économiques non agricoles en dehors des services offerts par l'administration et le clergé, deuxième employeur du pays.

Cet antagonisme paysans/non-paysans pouvait donc être, dès la période coloniale, dépeint comme un rapport administration/paysannerie. A l'époque, le symbole de la soumission et de la participation à l'ordre colonial n'était pas les chaussures mais les étoffes importées qui rempla-

2. Les Twa sont pratiquement exclus du « mode de vie » urbain.

çaient les anciennes écorces de ficus. Les révoltes anticoloniales des années 1920 ne colportaient-elles pas, en guise de slogan de ralliement, à bas les vêtements importés, à bas les outils d'origine industrielle, à bas l'impôt, la monnaie et la corvée ?

Aujourd'hui, les agents économiques non paysans sont encore tous, ou presque, fils de paysans. Mais la distance qui les sépare de leurs parents est grande, de même que le mépris profond qu'ils partagent en général envers la paysannerie et les choses de la terre. Pour ceux qui ont une voiture, le problème essentiel est de faciliter l'accès en voiture au hameau de leurs parents le temps d'un repas ou d'une demi-journée et afin de pouvoir redescendre le soir même à Bujumbura. Combien de responsables politiques ont fait construire des pistes ou goudronner celles déjà existantes pour pouvoir accéder au plus vite à l'enclos des parents et en revenir aussitôt ? On devine assez vite si une famille paysanne a des enfants en ville et le niveau de vie de ces derniers à la largeur du chemin qui conduit devant la porte de l'enclos...

Ce mépris si bien partagé pour les choses de la terre n'empêche pas les urbains de revendiquer leurs racines rurales et de participer – à leur manière – au développement économique de leur commune d'origine. C'est ainsi que sont nées, dans de nombreuses communes, les « associations pour le développement de telle commune », animées par les ressortissants de la commune en question, habitant désormais en ville mais soucieux de faire quelque chose pour leurs parents. Malgré les bonnes intentions qui animent généralement de tels groupes, leurs actions se sont le plus souvent limitées à la recherche de financements pour le développement d'infrastructures (surtout les pistes et, lorsque cela s'avérait possible, leur revêtement) et à la transmission des mots d'ordre de l'administration et du parti unique Uprona³ : regroupement et amélioration de l'habitat (villagisation), paillage des caféières, éclaircie des bananeraies, lutte antiérosive... Ces associations ont aussi fonctionné comme de petits réseaux de notables, installés en ville certes, mais qui, dans leur colline d'origine, se sont peu à peu, et partiellement, substitués aux anciennes assemblées de sages (les *Bashingantahe*) à qui la population se référait pour l'arbitrage des conflits. Au point que cette véritable institution coutumière des *Bashingantahe* s'est vue progressivement remplacée par des sages venant des villes, portant chaussures et costume, mais à l'éloquence appauvrie par l'oubli des proverbes qui font pourtant la richesse de la langue kirundi. En se substituant au moins en partie aux sages des collines, ces groupes de notables urbains ont fait de la seule institution authentiquement paysanne des collines un rouage de plus au service de l'État, du parti, et de la pyramide de la vulgarisation agricole.

3. Jusqu'à l'avènement du multipartisme en 1992.

Il en résultait une exaspération de la paysannerie, analysée dans le chapitre précédent.

Quand des paysans tutsi sont désignés comme boucs émissaires

Comment ce conflit État/paysans s'est-il transformé, du moins en apparence, en conflit Hutu/Tutsi ? S'il s'agit bien à la base d'un conflit État/paysans (c'est notre hypothèse), quels sont les mécanismes réels ou imaginaires qui ont conduit à identifier les Tutsi à l'État et les paysans aux Hutu alors que la majorité des Tutsi sont paysans et que de nombreux fonctionnaires sont hutu ? Comment le café est-il devenu le « symbole » des Tutsi (une culture « imposée » par eux aux Hutu) et le bananier la plante des Hutu ? Quels sont les ressorts de cette identification ethnique à ces pseudo-catégories socioprofessionnelles ?

Et enfin, si les paysans ne sont pas en cause dans l'organisation des massacres de civils, comment certains d'entre eux ont-ils pu se laisser entraîner à de telles tueries ? Comment des paysans hutu se sont-ils laissés entraîner à massacrer leurs collègues tutsi ? Il s'agit ici d'essayer de comprendre cet aspect particulier de la crise, le plus atroce peut-être, le plus difficile à saisir et à interpréter : comment des paysans ont pu se laisser entraîner à massacrer des populations civiles *a priori* innocentes, le plus souvent des paysans semblables à eux, ou presque, et avec lesquels ils avaient toujours vécu en paix ? Car c'est la première fois au Burundi que des massacres de civils par des civils prennent une telle ampleur. Les « événements » de 1965-1966, 1972, 1988 et 1991 étaient plutôt caractérisés, à leur échelle respective, par des campagnes de répression, menées par l'armée et totalement disproportionnées aux actes commis les jours précédents par certains civils ou groupes rebelles. Même si l'armée est responsable du déclenchement de la guerre d'octobre 1993 et de sa gravité, ce n'est pas des massacres perpétrés par l'armée dont nous parlerons – ils sont, si l'on peut dire, plus faciles à interpréter – mais de ceux réalisés par des civils contre d'autres civils. Il faut essayer d'expliquer et de comprendre ces tueries, ce qui ne veut pas dire, évidemment, les justifier.

La première étape de cette « identification ethnique » a déjà été évoquée. C'est celle qui voit l'antagonisme paysans/non-paysans se transformer en conflit paysans/État. Cette première étape est facilitée par l'absence d'autres activités économiques. Les gens qui ne sont pas paysans ont de bonne chance d'être des fonctionnaires ou assimilés (ceux qui travaillent pour eux, domestiques, boys, etc.). Elle est également facilitée par le grand nombre de fonctionnaires impliqués dans la politique agricole au

sens large (y compris tout ce qui concerne l'aménagement de l'espace rural, les reboisements, les aménagements, la protection de l'environnement et l'administration territoriale). Restent deux catégories essentielles de fonctionnaires dont on n'a pas encore parlé : les enseignants et les soldats. Nous y reviendrons.

La deuxième étape est plus difficile à comprendre. Pour que l'État soit assimilé aux Tutsi et la paysannerie aux Hutu, deux manipulations de ces catégories socioprofessionnelles (fonctionnaires/paysans) semblent avoir été effectuées :

– premièrement, que les Hutu soient exclus de l'administration. Ce fut une réalité après les massacres de 1972. C'est l'époque de la purification ethnique de l'armée burundaise⁴, et depuis cette date, elle est quasi exclusivement composée de Tutsi. Il en fut de même du corps enseignant, durement frappée par la répression d'alors et des autres types de fonctionnaires (ministère de l'Agriculture, administration territoriale, etc.). Il faut rappeler que la répression toucha également et de manière sélective les écoliers et lycéens hutu, c'est-à-dire des Hutu qui n'auraient jamais été paysans et qui seraient devenus un jour ou l'autre fonctionnaires... Les Hutu étaient donc effectivement évincés de l'administration et ce durablement. L'État renforçait sa coloration ethnique tutsi. Aujourd'hui, les fonctionnaires hutu sont issus de la génération suivante ou, pour les moins jeunes, sont les rescapés des massacres de 1972. Parmi les victimes des massacres opérés par la population après l'assassinat du président Ndadaye, il semble y figurer de nombreux ex-fonctionnaires de l'ancien régime : agronomes, enseignants et anciens administrateurs communaux. La plupart de ces victimes étaient tutsi mais de nombreux Hutu ayant participé à l'ancien régime ont aussi été tués ;

– deuxièmement, que les paysans tutsi ne soient plus des paysans (!) ou plutôt qu'ils ne soient plus considérés comme des paysans ordinaires, qu'ils ne soient plus complètement paysans. Quelle est la différence entre un paysan hutu et un paysan tutsi ? Y en a-t-il une ? Aux yeux d'un étranger, non. Ils travaillent les mêmes terres avec les mêmes outils et semblent partager la même misère. Les différences existent cependant, minimales, mais pourtant essentielles dans le contexte de l'agriculture burundaise.

Parmi les familles paysannes tutsi, beaucoup ont au moins un fils ou un frère en ville, salarié quelque part, fonctionnaire, soldat ou simple gardien de nuit, parfois aussi, mais plus rarement, commerçant. Avoir un salarié dans la famille, quelqu'un qui touche un salaire fixe en fin de mois même si celui-ci est fort modeste, c'est une chance, presque un privilège ; et c'est chose rare, le Burundi n'est pas le Gabon !

4. Largement entamée dès 1965-1966.

C'est une chance car c'est d'abord une bouche en moins à nourrir. Mais surtout, un fils en ville, c'est la possibilité de donner à ceux qui restent à la terre une exploitation agricole un peu moins petite, un peu moins morcelée. C'est la possibilité de conserver quelques pâturages pendant une ou deux générations supplémentaires, et donc la possibilité de conserver un petit troupeau bovin. Les régions d'Ijenda (à 30 km au sud-est de Bujumbura) et du Bututsi (au sud du pays et d'où sont originaires la plupart des putschistes du 21 octobre) sont caractéristiques de ce point de vue. Depuis l'indépendance, l'éducation des enfants est devenue une priorité, une véritable stratégie d'investissement pour ces familles paysannes. Actuellement, les exploitations y sont en moyenne plus grandes (bien que très inégales) que dans le reste du pays, car la densité démographique rurale y a augmenté moins vite qu'ailleurs (les fils sont partis en ville, du moins bon nombre d'entre eux). Ce sont des régions plutôt riches quoi qu'on en dise, si l'on en juge par le niveau de vie moyen de leurs habitants. Malgré l'acidité de certains sols, le maintien relatif de l'élevage et des transferts de fertilité au profit des terres cultivées permet d'obtenir de meilleurs rendements (maïs, haricot, petit pois) et de boire encore un peu de lait.

Quant aux autres signes d'une relative aisance (maison vaste, mobilier, matériaux modernes, habillement, chaussures, etc.), ils ont pour origine l'argent ou les cadeaux de diverses natures que les enfants salariés envoient en fin de mois ou d'année. Dans la dynamique d'accumulation au niveau des exploitations agricoles du Burundi, les sources exogènes de capital – les salaires – sont d'une grande importance. Ce sont souvent ces salaires qui permettent d'acheter une vache (ou de ne pas vendre les dernières que l'on possède), voire même une ou deux parcelles supplémentaires, ce sont eux qui permettent d'embaucher des journaliers ou un ouvrier agricole permanent qui remplacera la force de travail du fils fonctionnaire. Ces sources d'argent extérieures à l'exploitation interviennent donc largement dans la différenciation paysanne. Les visites effectuées par les parents de la ville à la colline sont aussi d'une grande importance et suscitent d'innombrables jalousies, surtout quand les urbains arrivent en voiture !

Enfin, ces sources de revenus extra-agricoles permettent aussi à ces familles paysannes d'envoyer les petits frères et sœurs à l'école dans des conditions favorables et dans l'espoir qu'ils puissent avoir aussi, un jour, une bonne situation.

On sait que l'accès à l'éducation a toujours été un thème hautement sensible au Burundi. Pendant très longtemps et jusqu'à un passé récent, les enfants hutu et tutsi n'avaient pas les mêmes chances de réussir le « concours national » qui donne accès à l'école secondaire. Pendant longtemps, les enfants hutu étaient arrêtés à ce niveau-là. Parmi ceux qui franchirent l'obstacle, beaucoup ont été tués par les militaires en 1972. Pour les familles

concernées, c'était tout ce que représente un fils dans le secondaire qui s'effondrait, y compris les chances d'une émancipation de toute la famille par les mécanismes évoqués ci-dessus. Aujourd'hui, les élèves ne sont plus triés comme ils l'ont été dans le passé. Mais les chances restent encore inégales pour des raisons essentiellement économiques. Alors que dans la plupart des communes burundaises, les classes sont surpeuplées et les maîtres astreints à la « double vacation », les écoles de certaines régions peuplées majoritairement de Tutsi jouissent de conditions bien meilleures : des effectifs raisonnables par classe, la possibilité de passer toute la journée à l'école (simple vacation) et, en conséquence, des taux de réussite très largement supérieurs au concours national, un accès large aux activités non agricoles...

Il y a dans les pogromes d'octobre où périrent des dizaines d'écoliers et de lycéens tutsi quelque chose qui évoque une volonté de venger les lycéens de 1972, et, avec eux, toutes les familles paysannes qui n'ont jamais vu l'un des leurs réussir le concours national et poursuivre ses études dans le secondaire. Des enfants pris comme boucs émissaires et sauvagement assassinés, parce que... ils réussissaient à l'école !

Les paysans tutsi sont-ils des paysans ? Bien sûr ! mais l'histoire a fait d'eux un groupe un peu à part et qui suscite des jalousies, un groupe assimilé parce qu'apparenté à la minorité non paysanne qui a présidé au destin du pays.

Pour les extrémistes hutu, on comprend pourquoi ces paysans ont pu servir de bouc émissaire. En en faisant les alliés objectifs du pouvoir d'hier (de l'ancien régime), on en faisait du même coup les responsables désignés des brimades de la politique agricole, des injustices et des crimes restés impunis du passé, du putsch du 21 octobre.

C'est pourquoi les extrémistes hutu, partisans de l'extermination physique des Tutsi, n'ont pas eu de mal à rallier derrière eux certains paysans hutu exaspérés par tant d'années de politique agricole autoritaire, par tant d'injustices accumulées, et rendus furieux par l'assassinat de LEUR président et du rêve de changement qu'il incarnait. L'injustice a jeté les paysans dans les bras de ceux – non-paysans – qui prétendaient les venger en déclenchant les massacres. Car les extrémistes hutu, eux non plus, n'œuvrent pas pour l'émancipation des paysans et la prise en charge par eux-mêmes de leur destin...

Les extrémistes hutu et tutsi, pour le maintien de l'ordre établi

Les discours extrémistes s'appuient sur une lecture purement ethnique de l'histoire, de la politique et des problèmes liés au développement économique du pays, quitte à s'asséner mutuellement les contre-vérités les

plus farfelues. Ce type de discours, comme toutes les rhétoriques extrémistes, a le « mérite » de simplifier terriblement une réalité extrêmement complexe. Il permet également de masquer les antagonismes socioéconomiques, les rapports sociaux et les conséquences des choix politiques effectués en matière de développement économique. Les extrémistes cherchent surtout à conserver leurs privilèges, pour les uns, à remplacer ces derniers, pour les autres. Pour les extrémistes hutu, la construction d'un « Burundi nouveau », tel que pourraient le rêver les paysans des collines, n'est pas à l'ordre du jour et ne l'a jamais été.

C'est pourquoi il ne faut donc pas minimiser les responsabilités des officiers et de l'État-major en faisant porter le chapeau de la tentative de putsch et de la répression à de simples soldats qualifiés hâtivement d'irresponsables. Il est également trop simple d'évacuer d'un revers de main le problème de la responsabilité de certains chefs politiques ou administratifs dans les massacres de civils tutsi, en mettant ces atrocités sur le compte de la fureur « légitime » du peuple burundais.

C'est là l'aspect le plus horrible de la crise d'octobre 1993, et le plus préoccupant pour l'avenir. Avant, pendant et après la crise, des membres de l'élite burundaise ont sciemment utilisé et amplifié les antagonismes socioéconomiques, les ont ethnisés à loisir avant d'en récupérer les dividendes politiques au prix d'un bain de sang généralisé mais ô combien simplificateur pour qui a intérêt à noyer les vrais problèmes dans l'inextricable question ethnique.

La minorité non paysanne (l'élite urbaine dont nous avons parlé) et ceux qui lui sont apparentés sont ceux qui avaient le plus à perdre de la redistribution des cartes que le candidat Ndadaye promettait durant la campagne électorale. Une petite fraction de cette minorité a plongé le pays dans un bain de sang, pour conserver ses privilèges. Mais quels étaient les privilèges de cette minorité menacés par les réformes entreprises par le président Ndadaye ?

Tout d'abord, il s'agit de cet accès prioritaire à l'administration (à tous les niveaux), privilège pratiquement exclusif après 1972 mais partagé depuis quelques années grâce à la politique plus équilibrée du président Buyoya. Après la passation de pouvoir du 10 juillet 1993, aucun membre de cette élite urbaine n'en est pour autant retourné cultiver la terre comme ils pouvaient le craindre⁵. Mais le « coup de balai » donné pendant les premiers mois de « Burundi nouveau » avait de quoi inquiéter quelque peu tous ceux pour lesquels ces privilèges constituaient une sorte de droit acquis. Les étudiants, en majorité tutsi, mais surtout convaincus à juste titre de faire déjà partie de la classe dirigeante, ont été les premiers à refu-

5. La plupart des hauts fonctionnaires « victimes » de l'alternance sont retournés dans leur service d'origine et n'ont donc pas été chassés de l'administration.

ser le verdict des urnes, à demander l'annulation des élections et à réclamer l'interruption du processus démocratique qualifié pour l'occasion de purement ethnique.

La menace s'étendait à tous les niveaux de l'administration (y compris l'armée pour des raisons politiques évidentes) mais aussi à tous ceux, gardiens de nuit, cuisiniers, etc., qui avaient un travail stable parce qu'ils étaient parents des autres et, avec eux, aux sources de revenus complémentaires pour les parents et frères et sœurs restés sur la colline. Un vaste réseau de clientélisme, mis en place pendant les trois décennies indépendantes était sur le point d'être affaibli ou partiellement démantelé par les réformes du nouveau gouvernement et la mise en place d'un autre réseau de clientélisme, fort semblable au précédent mais concurrent.

On parlait également beaucoup, pendant les mois qui ont précédé la tentative de putsch, du problème foncier, semble-t-il exacerbé par le retour au pays des réfugiés qui avaient fui le pays depuis 1972. Il n'y a pas un problème foncier au Burundi mais plusieurs; et ils doivent être analysés séparément.

Nous avons déjà évoqué l'existence d'inégalités foncières dans les collines burundaises, et certaines de leurs causes. Mais, dans l'ensemble, les structures foncières sont relativement égalitaires au Burundi, comparées à celles en vigueur dans d'autres pays. Si certaines régions à dominante tutsi sont caractérisées par des exploitations de plus grande taille pour les raisons que l'on sait, il ne s'agit pas, loin s'en faut, de grands domaines que l'on pourrait opposer simplement aux petits lopins détenus par les agriculteurs hutu! Et il nous semble un peu simpliste d'expliquer le meurtre du voisin par le seul désir, par ailleurs légitime, de desserrer l'étau foncier en s'agrandissant aux dépens du voisinage⁶.

Le retour des réfugiés de 1972 posait un autre problème. Dans les régions les plus touchées par les massacres de 1972, beaucoup d'agriculteurs tutsi (mais aussi hutu) s'étaient installés ou agrandis sur les terres des morts ou de ceux qui avaient fui le pays. A l'heure du retour des réfugiés, commencé depuis quelques années et accéléré par la politique de retour du président Ndadaye, se posait le problème de la rétrocession, vingt ans après, de ces terres à leurs anciens propriétaires. Favoriser la réinstallation des réfugiés sur « leurs terres », c'était prendre le risque de provoquer l'expulsion des occupants et un nouveaux flux de réfugiés paysans chassés par d'autres paysans. Quelques familles furent ainsi chassées au terme de jugements populaires expéditifs pendant les mois d'août et

6. Même si certains ont sûrement profité des troubles pour régler à leur manière leurs problèmes territoriaux et récupérer ainsi les parcelles des morts ou des déplacés, la forte densité de population rurale et la contrainte aiguë qui en résulte sur le plan foncier ne peuvent donc pas, à notre avis, expliquer les violences commises

septembre 1993. Malgré le discours apaisant du président Ndadaye à Makamba (quelques jours avant le putsch), ce retour massif des réfugiés faisait peur à certains et ces quelques bavures furent largement médiatisées par l'opposition.

Mais « le problème foncier » ne s'arrête pas là. Encore une fois, sa facette ethnique dissimule le fond du problème, celui des accaparements fonciers réalisés par des agents économiques non-paysans, en particulier les anciens dignitaires du régime, qu'ils soient tutsi ou hutu. La remise en cause de ces spoliations réalisées au détriment de la paysannerie (plaine de l'Imbo, région de Rumonge pour ne citer que quelques exemples) inquiétait bien davantage les militaires putschistes et leurs alliés que l'expulsion de paysans chassés de leurs terres par le retour des réfugiés !

Pendant les cent un jours de son gouvernement, le président Ndadaye n'avait pas les mains libres en raison de la menace omniprésente d'une interruption du processus démocratique par l'armée. On sait que l'armée refusait la réforme de cette institution, réforme pourtant indispensable à l'apaisement des conflits et au retour de la confiance de la paysannerie avec son armée. On imagine les termes du marchandage à la démocratie auquel se livraient certains responsables de l'armée : pas de réforme sinon... Mais la réforme de l'institution militaire n'était peut-être pas le seul enjeu du chantage. Contre toute attente, et malgré les promesses électorales adressées aux paysans par le candidat du changement, la politique agricole à l'étude au ministère de l'Agriculture ressemblait à s'y méprendre à celle suivie... depuis trente ans. S'agissait-il également d'une concession accordée à l'armée et aux dignitaires de l'ancien régime ? Le *statu quo*, la continuité la plus absolue en matière de politique économique était-elle aussi une condition imposée par la hiérarchie militaire à la survie du gouvernement Ndadaye ?

L'extrémisme tutsi a marqué des points grâce au putsch d'octobre et, paradoxalement, grâce aux massacres de civils tutsi qui ont suivi. Car devant la menace d'une extermination physique de la minorité tutsi, ces derniers (y compris ceux qui avaient accepté l'alternance démocratique) resserrent les rangs derrière l'armée, présentée globalement comme le dernier rempart contre le génocide⁷. En conséquence, la réforme pourtant indispensable de l'armée est refusée et reportée aux calendes grecques. Du même coup, on n'est pas prêt de réfléchir sur la genèse socioéconomique du conflit ethnique et les moyens de le résoudre...

Les courants les plus durs se sont refait une santé avec une rapidité déconcertante. Leur thèse était que la minorité tutsi et l'armée n'accepteraient jamais les réformes proposées par le Frodebu et que seule une stra-

7. Cette justification sécuritaire est bien sûr renforcée depuis le génocide d'avril-mai 1994 au Rwanda.

tégie violente avait des chances de réussir. Les événements lui donnent malheureusement raison.

Depuis longtemps déjà, les extrémistes du Palipehutu (Parti de libération du peuple hutu) récupéraient à leur profit, et sans grand mal, le mécontentement de la paysannerie en faisant propagande, par exemple, sur le thème du café (campagne d'arrachage, incendies des parcelles, facilités justement par le paillis) ou des reboisements (également incendiés).

Mais les extrémistes hutu sont-ils porteurs d'un projet de société réellement nouveau ? Rien n'est moins sûr. Rescapés des massacres de 1972, ils ont toujours vécu dans les pays limitrophes ou en Europe pour les plus diplômés et les plus chanceux. Certains étaient eux-mêmes devenus fonctionnaires (enseignants, agronomes, administrateurs communaux) depuis quelques années ou à l'occasion des changements survenus depuis le 1^{er} juin 1993. Dans le conflit État/paysans, les extrémistes hutu sont de ceux qui vivent du salaire qu'ils reçoivent de l'État, c'est-à-dire de la rente caféière, des taxes communales, etc. A l'heure où les portes des privilèges leur étaient ouvertes, leur discours était bien loin de remettre en cause les privilèges de l'élite. Ils ne sont pas de ceux qui dénoncent les inégalités et remettent en cause les rapports de domination dont sont victimes, dans leur plus grand nombre, les paysans burundais.

Le discours extrémiste leur permet de masquer, aux yeux de la paysannerie, la supercherie dont ils sont les auteurs. Montrer du doigt les paysans tutsi et suggérer leur mise à mort constituent bien la manière la plus efficace de masquer l'extraordinaire continuité du rapport État/paysannerie dont ils sont porteurs...

D'ailleurs, la situation était-elle si différente dans le Rwanda du général Habyarimana ? La minorité non paysanne était très majoritairement hutu. L'État était entre les mains des Hutu, du moins aux mains d'une très petite minorité d'entre eux issus des clans proches de la famille présidentielle. Politique caféière, vulgarisation agricole autoritaire et accaparements fonciers par des responsables de l'armée et du parti ont été, tout comme au Burundi, le lot des paysans rwandais, et ce, malgré la révolution « sociale » de 1959. Les frustrations de la paysannerie étaient tout aussi grandes ainsi que son exaspération. Et pourtant, ce n'est pas contre cette minorité despotique que se sont déchaînées les milices, mais contre le bouc émissaire tutsi que l'État, le parti et les médias désignaient depuis longtemps à grand renfort de propagande.

Y a-t-il des raisons d'espérer?

Un rempart possible contre la montée en puissance de l'intégrisme ethnique et de son cortège de violences était (et demeure malgré les événements d'octobre 1993 au Burundi et le génocide rwandais du printemps 1994) la remise en question de ce rapport de domination absolue État/paysans par une réforme profonde de la politique agricole, prise au sens large, c'est-à-dire, dans le contexte burundais, de la politique de développement dans son ensemble. L'absence de réforme – la continuité – serait la pire des alternatives. Elle ne manquerait pas de provoquer rapidement:

1. une amère déception pour les paysans qui ont voté pour le président Ndadaye, déception facilement récupérée par ceux qui n'ont jamais cru que le Frodebu allait changer quelque chose...

2. une radicalisation de la classe politique proche du Frodebu qui n'aurait guère d'autre choix, pour retrouver un semblant de légitimité, que de désigner, à nouveau, des boucs émissaires...

3. une crispation sécuritaire de la minorité tutsi, rassemblée autour de son armée et de plus en plus hostile à la moindre réforme.

Mais ceux qui s'opposent le plus violemment aux réformes (les putschistes et leurs sympathisants, l'ensemble de la minorité tutsi depuis le 21 octobre) sont précisément ceux-là même qui conduisent leur propre groupe au désastre. Aujourd'hui, la seule politique efficace de protection des minorités (de la minorité tutsi) consisterait sans doute en une profonde réforme économique conforme aux intérêts de la paysannerie...

Les bailleurs de fonds ont aussi leur part de responsabilité dans la montée de l'extrémisme ethnique au Burundi. Préoccupés au plus haut point par le maintien des grands équilibres macroéconomiques, ils sont restés aveugles devant la situation des paysans burundais, qui représentent pourtant plus de 90 % des actifs de ce pays. La seule préoccupation des bailleurs de fonds, une fois passée la surprise de la victoire du Frodebu du 1^{er} juin 1993, était de jalonner la transition politique d'une absolue continuité en matière de politique économique... Le Burundi, bon élève du FMI...

Malgré cet espoir brisé avec l'assassinat de leur président, malgré l'exaspération des paysans, les injustices accumulées et les crimes du passé restés impunis, l'immense majorité des agriculteurs burundais ne s'est pas laissée entraîner à massacrer ses collègues tutsi. Dans de très nombreuses communes, le putsch du 21 octobre 1993 n'a pas provoqué de massacres en représailles, en particulier dans la plupart des communes de la frange ouest. Ces communes étaient pourtant le théâtre de luttes politiques exacerbées. Considérées par l'ancien régime comme des zones « à

risque », elles avaient voté à 90 à 95 % pour le candidat Ndadaye aux élections du 1^{er} juin. Les réfugiés rwandais tutsi présents dans ces communes (en province de Cibitoke et Bubanza par exemple) auraient pu servir de boucs émissaires, eux aussi, si certains extrémistes avaient mis le feu aux poudres comme ce fut le cas dans certaines communes du centre du pays. Mais les populations sont restées calmes, faisant preuve ainsi d'une maturité politique incontestable. Les responsables politiques et administratifs en poste y furent peut-être plus lucides et plus courageux qu'ailleurs. Contrairement à ce que l'on pouvait attendre, les régions les plus touchées par la répression anti-hutu de 1972 n'ont pas été le théâtre de massacres anti-tutsi en octobre 1993.

Enfin, il faut encore souligner, dans les régions les plus affectées par les massacres, les innombrables manifestations de solidarité attestées çà et là entre Tutsi et Hutu, les uns cachant et protégeant les autres au moment du pire danger.

L'engrenage de la violence n'était donc pas une fatalité. Ce serait une raison d'espérer si, depuis le premier trimestre 1994, les milices urbaines pro-tutsi n'avaient pas entrepris la purification ethnique de Bujumbura en refoulant les populations hutu dans les collines ou au-delà des frontières, si l'armée et l'opposition ne s'étaient pas lancées dans une reconquête acharnée du pouvoir, si les extrémistes hutu n'avaient pas opté pour la lutte armée afin d'imposer par la terreur les résultats du scrutin de juin 1993. Les paysans, eux, se retrouvent dès lors pris entre deux feux.